



Luxembourg, le 29 octobre 2012

Dossier suivi par Mme Anne Tescher
Secrétaire de la Commission des Pétitions
Tél.: 466 966 264
Courriel : atescher@chd.lu

Madame Romy Karier
Présidente de l'association
"Fir méi Liäwensqualitéit" a.s.b.l.
11, Duerefstrooss
L-9766 Munzen

Concerne : Pétition n° 290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach

Madame la Présidente,

Au cours de sa réunion du 23 octobre 2012, la Commission des Pétitions a analysé votre pétition à la lumière des jugements récents en la matière : le jugement du 12 mai 2011 du Tribunal administratif et le jugement d'appel de la Cour administrative du 2 février 2012.

Dans le jugement du Tribunal administratif, « il n'est pas contesté en cause que l'exploitation de la station d'émission radio litigieuse est à l'origine de dérèglements et de dysfonctionnements graves au niveau de l'utilisation notamment d'appareils électroménagers, d'équipements électroniques et d'installations électriques se trouvant dans des maisons d'habitation. Lesdits dérèglements et dysfonctionnements peuvent le cas échéant avoir une influence sur la sécurité du public et du voisinage de la station d'émission radio litigieuse, tel étant notamment le cas dans les hypothèses où des portes de garage électriques se mettent en mouvement sans l'intervention de l'homme ou que des appareils électroménagers se mettent en état de fonctionnement sans qu'ils n'aient été mis en marche par leurs utilisateurs, comme cela a pu être constaté de manière non contestée dans les maisons d'habitation situées dans les environs immédiats de la station d'émission radio ».

Le Tribunal administratif vient à la conclusion que le recours en réformation partielle introduit par les exploitants de la station émettrice à Marnach est à rejeter.

Or la Cour administrative, saisie d'une requête d'appel des sociétés CLT-UFA et Broadcasting Center Europe, déclare cet appel justifié et renverse partiellement le jugement du Tribunal administratif de sorte que l'autorisation d'exploitation reste en vigueur jusqu'au 30 décembre 2014. En effet, la Cour estime que la norme imposée par l'ITM dans les conditions d'exploitation de la station s'applique qu'aux appareils électriques et électroniques et non pas à la station d'émission.

Par ailleurs, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a informé les Membres de la Commission que la société BCE confirme qu'elle est toujours disposée à interrompre ses émissions au 31 décembre 2014, voire plus tôt si les clients en ondes moyennes venaient à disparaître ou si des projets de reclassement des terrains et de reconversion du site se concrétisent.

Enfin, la BCE a informé le Ministre qu'elle a entamé des discussions avec l'Entreprise des P&T en vue de réaliser éventuellement un Datacenter à Marnach.

Au vu de ce qui précède, les membres de la Commission regrettent vivement, qu'à la lumière du jugement d'appel de la Cour administrative du 2 février 2012, ils se trouvent dans l'impossibilité d'accorder une suite favorable à la demande des pétitionnaires pour procéder à la fermeture de la station émettrice à Marnach.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour le Président de la Chambre des Députés,
Le Vice-Président



Lydie Polfer

Transmis en copie pour information
- aux Membres de la Commission des Pétitions
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 29 octobre 2012



Anne Tescher
Secrétaire de la Commission des Pétitions

Audience publique du 12 mai 2011

Recours formé par
la société anonyme ... et
la société anonyme ..., ...
contre deux actes du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière d'établissements classés

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26304 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 9 novembre 2009 par Maître Guy Loesch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ..., établie et ayant son siège social à ..., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction et au nom de la société anonyme ..., établie et ayant son siège social à ..., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction, tendant à la réformation partielle, sinon à l'annulation partielle d'un arrêté du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 2 octobre 2009, référencé sous les numéros 1/2001/0227/55001/106 mod. prol. et 1/2004/0322/55001/106 prol. portant prolongation pour une durée de deux ans, de sorte à expirer le 3 octobre 2011, de l'arrêté ministériel référencé sous les numéros 1/2001/0227/55001/106 mod. prol. et 1/2004/0322/55001/106 du 4 octobre 2007 ayant porté autorisation de l'installation et de l'exploitation d'une station d'émission radio à ... pour une durée de deux ans renouvelable une fois pour une durée supplémentaire de deux ans et d'une lettre de mise en demeure du 30 septembre 2009 adressée à la société anonyme ... par le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, par laquelle celle-ci a été sommée de respecter la norme de 3 V/m dans le cadre de l'exploitation de la station d'émission radio mentionnée ci-avant ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 5 février 2010 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 5 mars 2010 par Maître Guy Loesch pour compte des sociétés anonymes ... et ...;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Guy Loesch, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Daniel Ruppert en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 28 juin 2010 ;

Vu la rupture du délibéré prononcée en date du 14 septembre 2010 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Guy Loesch, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Jacques en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 21 octobre 2010.

En date du 30 septembre 2009, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ci-après dénommé le « ministre », fit parvenir à la société anonyme ..., ci-après dénommée « la société ... », une mise en demeure dont le libellé est conçu comme suit :

« J'ai l'honneur de revenir à l'autorisation d'exploitation 1/2001/0227/55001/106 mod. prol. et 1/2004/0322/55001/106 du 4 octobre 2007 dont vous venez de demander le renouvellement en date du 8 courant.

Dans ce contexte je me permets de vous notifier les résultats des mesurages qui ont été ordonnés par le Ministère du Travail et de l'Emploi dans le but de vérifier les conditions d'exploitation de l'arrêté d'autorisation portant les nos 1/2001/0227/55001/106 mod. prol. et 1/2004/0322/55001/106 du 4 octobre 2007 en relation avec la sécurité des personnes habitant dans les alentours de l'émetteur et ce sur base de l'article 1^{er} de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et notamment l'article 1^{er} qui a entre autres pour objet la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public et au voisinage.

Ces trois rapports renseignent que le rayonnement électromagnétique de l'émetteur à onde moyenne ne pose pas de problèmes pour les personnes porteurs d'un stimulateur cardiaque, mais les mesures ont démontré que les valeurs d'immission du champ électromagnétique dépassent parfois, à puissance maximale autorisée de l'émetteur, la valeur limite de 72,5 V/m prescrite par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) aux points 6a et 13 et que la valeur limite de 3 V/m est dépassée de façon systématique à l'intérieur des immeubles situés dans les alentours de l'émetteur à onde moyenne à

Ils témoignent ainsi de nuisances manifestes en relation directe avec les champs électromagnétiques en question alors que notamment le paragraphe (3) de l'article 1^{er} de votre autorisation vous oblige à prendre toutes les dispositions afin de garantir d'une façon générale la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public.

Vu ce qui précède et conformément à l'article 27 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, je vous mets formellement en demeure de prendre position par rapport aux rapports de mesurage et de proposer des solutions satisfaisantes dans un délai de 6 mois.

A défaut de réaction concluante de votre part dans le délai imparti je me verrai dans l'obligation d'engager les procédures qui s'imposent ».

En date du 2 octobre 2009, le ministre prit un arrêté par lequel il autorisa la prolongation de l'arrêté d'autorisation du 4 octobre 2007 portant les numéros 1/2001/0227/55001/106 mod. prol. et 1/2004/0322/55001/106, conformément à l'article 2 de celui-ci, « pour une durée de deux ans », de sorte à expirer le 3 octobre 2011, et ceci « sans préjudice de l'exécution de la mise en demeure formelle du 30 septembre 2009 adressée à la ... » au vu de « l'urgence et afin de ne pas compromettre l'exploitation immédiate de la station d'émission ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 9 novembre 2009, la société anonyme ... et la société ... ont fait introduire un recours tendant à la réformation partielle sinon à l'annulation partielle du courrier précité du ministre du 30 septembre 2009 et de l'arrêté précité du ministre du 2 octobre 2009, ledit recours étant expressément limité aux seuls aspects des actes attaqués ayant trait à l'application de la norme DIN EN 61000-6-1 comme condition d'exploitation de la station d'émission radio litigieuse.

Avant de prendre position par rapport à la compétence du tribunal et à la recevabilité des recours ainsi introduits, il échet de constater que dans son mémoire en réponse extrêmement succinct, l'Etat s'est essentiellement borné à renvoyer à des mémoires déposés dans le cadre d'un litige introduit auprès du tribunal administratif sous le numéro 23702 du rôle, en déclarant que dans la mesure où ces mémoires ont été annexés audit mémoire en réponse, déposé dans le cadre de la présente instance, ils seraient censés « *en faire partie intégrante* ».

Les parties demanderesses se sont d'ailleurs étonnées de la brièveté de la réponse étatique et du fait que celle-ci renvoie à deux autres mémoires y annexés. Elles déplorent ainsi la façon de procéder de l'Etat, en ce qu'il renvoie à des mémoires déposés dans le cadre d'une autre affaire contentieuse « *non parfaitement identique* ».

Conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, la partie défenderesse, en l'espèce l'Etat, est autorisée à déposer un mémoire en réponse dans un délai de trois mois à compter de la signification de la requête introductive d'instance. Ledit mémoire en réponse a pour objet de prendre position par rapport aux moyens et arguments voire par rapport aux éléments de fait développés dans le recours. Chaque recours étant à examiner individuellement par le tribunal, le fait par une partie défenderesse, en l'espèce l'Etat, de se référer, au titre de sa prise de position par rapport aux moyens et arguments présentés par une partie demanderesse dans sa requête introductive d'instance, à des mémoires déposés dans le cadre d'un autre recours contentieux pendant ou ayant été pendant devant le tribunal administratif ne répond pas à la finalité réservée par la loi à la possibilité offerte à une partie défenderesse de déposer un mémoire en réponse pour y développer sa prise de position par rapport à un recours dirigé contre un acte pris par elle. Il échet encore de relever que cette attitude adoptée par l'Etat dans le cadre d'un recours contentieux introduit devant le tribunal administratif met ce dernier dans l'impossibilité de retracer les éléments et développements auxquels l'Etat a entendu faire plus précisément référence et qui seraient compris dans lesdits mémoires auxquels il est ainsi renvoyé, déposés dans le cadre d'une autre instance contentieuse, puisque les moyens et arguments développés par une partie demanderesse dans le cadre d'un recours déterminé diffèrent généralement d'un recours à l'autre. Ceci est d'autant plus vrai qu'en l'espèce l'Etat s'est référé à des mémoires déposés dans le cadre d'un recours introduit non pas par les présentes parties demanderesses, mais par l'administration communale de ... et des personnes privées domiciliées aux alentours immédiats de l'installation litigieuse, ce recours ayant été dirigé contre l'arrêté ministériel prorogé par l'arrêté actuellement sous examen. Les moyens et arguments développés par lesdites parties demanderesses dans le cadre de cet autre recours diffèrent partant par définition des moyens et arguments que les présentes parties demanderesses ont pu présenter dans le cadre du présent recours. Le rôle du tribunal administratif n'étant pas d'aller à la recherche des éléments de défense que l'Etat a le cas échéant entendu lui soumettre dans le cadre de la présente instance, il échet d'écarter purement et simplement les mémoires déposés dans le cadre du recours inscrit sous le numéro

23702 du rôle auprès du tribunal administratif, auxquels le très succinct mémoire en réponse du 5 février 2010, déposé dans le cadre de la présente instance, a entendu faire référence, de sorte qu'il ne sera pas tenu compte, dans le cadre de l'examen de la présente affaire, du contenu desdits mémoires.

Quant à la compétence du tribunal administratif pour connaître des présents recours et de la recevabilité de ceux-ci, il échet de constater que l'Etat conclut à *l'incompétence* pour connaître du recours en annulation.

La loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, ci-après dénommée la « loi du 10 juin 1999 », prévoit en son article 19 qu'un recours au fond peut être introduit contre les décisions d'autorisation rendues sur base de cette loi, de sorte que le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé contre les actes critiqués, dans la mesure toutefois où le recours a expressément été limité par les parties demanderesses à l'applicabilité de la norme DIN EN 61000-6-1 visée par les prescriptions de sécurité types ITM-CL 179.4 du 10 mai 2006 portant sur les conditions d'exploitation pour les émetteurs d'ondes électromagnétiques à haute fréquence, émises par l'Inspection du Travail et des Mines, dénommées ci-après « les conditions ITM-CL 179.4 ». Il s'ensuit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation partielle.

Lors de l'audience des plaidoiries, le tribunal a soulevé d'office la question du caractère décisionnel de la mise en demeure précitée du 30 septembre 2009, en priant les parties à prendre position sur la question de la recevabilité du recours en ce qu'il est dirigé contre ledit courrier ministériel.

Le mandataire des parties demanderesses s'est rapporté à la sagesse du tribunal quant à la recevabilité de son recours en ce qu'il vise le courrier précité du ministre du 30 septembre 2009.

L'acte émanant d'une autorité administrative, pour être sujet à un recours contentieux, doit constituer, dans l'intention de l'autorité qui l'émet, une véritable décision, à qualifier d'acte de nature à faire grief, c'est-à-dire un acte de nature à produire par lui-même des effets juridiques affectant la situation personnelle ou patrimoniale de celui qui réclame¹.

Lorsque le ministre invite un administré à respecter, dans le cadre de la loi sur les établissements classés, un arrêté ministériel émis par lui afin d'autoriser l'installation ainsi que l'exploitation d'un établissement classé ou lorsqu'il le rend attentif au fait que les conditions d'exploitation ainsi fixées par un arrêté d'autorisation d'un établissement classé ne sont pas respectées, en le priant de prendre position par rapport à ces défaillances, en proposant notamment des solutions satisfaisantes afin d'y remédier dans un délai déterminé, une telle mise en demeure constitue une forme de sommation émise dans le cadre d'une procédure administrative qui est susceptible d'aboutir dans l'engagement d'autres procédures ou décisions à prendre par le même ministre afin de faire cesser la violation des conditions d'exploitation ainsi fixées antérieurement. Une telle sommation ne constitue partant pas une décision autonome de nature à faire grief, étant donné qu'elle n'a pas pour effet de créer à charge de l'administré concerné une nouvelle obligation dans la mesure où l'illégalité de l'exploitation ainsi visée par une telle sommation découle des conditions d'installation et d'exploitation fixées au sujet de l'établissement classé en question. Une telle sommation doit

¹ trib. adm. 18 juin 1998, n°s 10617 et 10618 du rôle, Pas. adm. 2010, Actes administratifs, n° 26 et autres références y citées

plutôt être considérée comme mesure d'exécution préliminaire d'un arrêté de fermeture de l'établissement classé en question dans l'intention de conférer à l'administré l'occasion d'éliminer volontairement dans un certain délai le résultat de son agissement illégal tout en évitant une telle fermeture de son établissement².

Il suit partant de ce qui précède que le courrier litigieux du 30 septembre 2009 n'est pas à considérer comme constituant une décision de nature à faire grief par elle-même, de sorte qu'il n'est pas susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant les juridictions administratives. Le recours en réformation est partant à déclarer irrecevable dans la mesure où il est dirigé contre ledit courrier.

Aucun moyen d'irrecevabilité n'ayant été soulevé dans la mesure où le recours vise également l'arrêté ministériel précité du 2 octobre 2009, le recours en réformation partielle, tel que délimité ci-avant, est à déclarer recevable en ce qu'il vise ledit arrêté ministériel pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de leur recours, les parties demanderesses font exposer que par arrêté du 4 octobre 2002, référencé sous le numéro 1/2001/0227/55001/106, le ministre du Travail et de l'Emploi avait autorisé l'installation et l'exploitation d'un centre d'émission radio à ..., comprenant les émetteurs d'ondes électromagnétiques suivants : 3 émetteurs d'ondes électromagnétiques à 600 kW fonctionnant à une fréquence de 1440 kHz (ondes moyennes) dont deux émetteurs sont couplés et dont le troisième est en réserve pouvant alimenter des antennes différentes, à savoir : une antenne directive à 3 pylônes verticaux d'une hauteur d'installation par rapport au sol de 105 m, ayant un gain de 6 dBi, produisant une puissance maximale rayonnée de 1070 kW (p.i.r.e. de 66,3 dBW) et rayonnant à 44° ou une antenne directive à 2 pylônes verticaux d'une hauteur d'installation par rapport au sol de 60 m, ayant un gain de 4 dBi, produisant une puissance maximale rayonnée de 1070 kW (p.i.r.e. de 64,3 dBW) et rayonnant à 324°, ensemble avec un pont de grue manuel d'une capacité d'environ 1500 kg. Elles font ajouter qu'à la suite d'un jugement du tribunal administratif du 7 juillet 2003, inscrit sous le numéro 14920a et 15704 du rôle, l'arrêté ministériel précité du 4 octobre 2002 a été modifié par un arrêté du 10 octobre 2003 référencé sous le numéro 1/2001/0227/55001/106 mod. afin d'y inclure une condition supplémentaire portant sur des opérations de mesurage pendant une période de 3 années. Les parties demanderesses font encore exposer qu'à la suite d'une demande de prolongation de l'arrêté ministériel référencé sous le numéro 1/2004/0227/55001/106 mod., le ministre du Travail et de l'Emploi y a fait droit par un arrêté du 4 octobre 2007 en leur imposant les conditions ITM-CL 179.4.

Les parties demanderesses font encore soutenir que lors de l'autorisation initiale leur accordée par l'arrêté ministériel précité du 4 octobre 2002, le ministre du Travail et de l'Emploi avait déjà imposé le respect des prescriptions ITM-CL 179.3 mais que lors du renouvellement leur accordé par l'arrêté ministériel précité du 4 octobre 2007, la nouvelle version desdites prescriptions ITM-CL 179 leur avait été imposée, à savoir la version 179.4, qui ne serait entrée en vigueur que le 10 mai 2006, lesdites prescriptions prévoyant en leur article 6.2 un renvoi aux normes DIN EN 61000-6-1 dont l'application poserait « *précisément problème en l'espèce* ».

Les parties demanderesses critiquent l'arrêté sous examen plus particulièrement dans la mesure où celui-ci fait application, en prolongeant l'autorisation ministérielle précitée du 4

² v. trib. adm. 18 octobre 2004, n° 17732 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Actes administratifs, n° 85 et autre référence y citée

octobre 2007, des conditions ITM-CL 179.4 et plus particulièrement des normes prévues à l'article 6.2 desdites conditions d'exploitation en ce que celles-ci leur imposeraient la norme DIN EN 61000-6-1. Elles contestent toutefois que cette norme pourrait trouver à s'appliquer à l'émetteur litigieux, alors qu'elle ne s'appliquerait qu'aux appareils et installations utilisés dans des « *environnements résidentiels, commerciaux et d'industrie légère* », à l'exclusion d'une station émettrice d'ondes électromagnétiques. En effet, d'après les demanderesses, la norme qui lui serait ainsi imposée par la décision sous examen n'aurait pas pour objet d'assurer la compatibilité d'un émetteur avec un équipement électrique ou électronique, mais servirait uniquement à fixer des seuils minimaux de fonctionnement d'équipements électriques dans des champs environnants de 0 Hz jusqu'à 400 GHz, sans que la source desdits rayonnements électriques ou électroniques ne soit précisée. Ainsi, cette norme aurait pour objectif d'assurer la résistance de certains équipements électriques par rapport à des rayonnements électromagnétiques. Cette norme ne pourrait partant pas avoir pour objet d'assurer que dans les alentours d'une station émettrice les effets d'un champ électromagnétique soient limités à la valeur de 3 V/m. Elles font ajouter que de toute façon le seuil de 3 V/m ne pourrait être techniquement assuré par la station émettrice litigieuse. Partant, au cas où l'Etat persisterait à imposer le respect de cette norme technique, elles ne seraient plus en mesure de continuer l'exploitation de leur site à

Dans leur mémoire en réplique, les parties demanderesses se réfèrent encore à un rapport établi par le professeur Wolfgang Langguth de la société ENV-Labor der FITT GmbH, Hochschule für Technik und Wirtschaft (Saarbrücken) dans le cadre d'un litige ayant été pendant devant le tribunal administratif et y inscrit sous le numéro 23702 du rôle, en relevant que suivant les conclusions adoptées par le professeur Langguth dans ledit rapport, la norme DIN EN 61000-6-1 ne saurait s'appliquer à leur centre d'émission. Ainsi, d'après les demanderesses, le professeur Langguth serait parvenu à la conclusion que la norme en question ne s'appliquerait qu'aux seuls producteurs d'appareils et d'installations électroniques, utilisés le cas échéant dans les alentours d'une station émettrice, aux fins de conformer lesdits appareils à la Recommandation du Conseil du 12 juillet 1999 relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques.

Les parties demanderesses soulèvent encore dans leur mémoire en réplique un moyen nouveau tiré de l'incompétence du ministre de fixer la condition d'exploitation litigieuse, en lui reprochant d'avoir outrepassé ses compétences légales, pour avoir fixé une norme afin d'assurer la commodité qui ne relèverait pas de son champ de compétence tel que fixé par l'article 13 alinéa 4 de la loi du 10 juin 1999, lui attribuant essentiellement des compétences destinées à assurer la sécurité d'un établissement classé.

Même à supposer que le ministre soit resté dans le cadre de ses compétences légales en imposant la norme DIN litigieuse, les demanderesses lui reprochent encore d'avoir violé l'article 13.1 de la loi du 10 juin 1999, en ce que celui-ci lui imposerait de tenir « *compte des meilleures techniques disponibles* », celles-ci ne pouvant viser que celles qui seraient économiquement et techniquement fiables, en prenant en considération les coûts et les avantages et pour autant que l'exploitant d'un établissement classé puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables. Dans ce contexte, les demanderesses soutiennent que la norme qui leur serait ainsi imposée ne serait pas réalisable en pratique, au vu de l'état actuel de la technique et des coûts économiques y relatifs. Ainsi, le respect de cette norme entraînerait que les puissances d'émission de l'installation litigieuse seraient tellement réduites que l'installation n'aurait plus aucune utilité technique et commerciale. Il y aurait partant lieu de

mettre en balance les intérêts économiques et environnementaux en cause, en assurant le respect du principe de proportionnalité.

En ce qui concerne tout d'abord le moyen nouveau présenté par les parties demandereses dans le cadre de leur mémoire en réplique quant à la compétence du ministre pour imposer la norme litigieuse, question que le tribunal aurait pu soulever d'office pour avoir trait à l'ordre public, étant donné qu'il s'agit d'une question de compétence de l'autorité administrative à prendre une décision dans un domaine particulier, il échet de relever que conformément à l'article 13, alinéa 4 de la loi du 10 juin 1999, le ministre « *détermine les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité du public et du voisinage en général ainsi qu'à la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie* ».

En l'espèce, il n'est pas contesté en cause que l'exploitation de la station d'émission radio litigieuse est à l'origine de dérèglements et de dysfonctionnements graves au niveau de l'utilisation notamment d'appareils électroménagers, d'équipements électroniques et d'installations électriques se trouvant dans des maisons d'habitation. Lesdits dérèglements et dysfonctionnements peuvent le cas échéant avoir une influence sur la sécurité du public et du voisinage de la station d'émission radio litigieuse, tel étant notamment le cas dans les hypothèses où des portes de garage électriques se mettent en mouvement sans l'intervention de l'homme ou que des appareils électroménagers se mettent en état de fonctionnement sans qu'ils n'aient été mis en marche par leurs utilisateurs, comme cela a pu être constaté de manière non contestée dans les maisons d'habitation situées dans les environs immédiats de la station d'émission radio. Comme ces questions ont par essence trait à la sécurité non seulement du public mais essentiellement du voisinage, le ministre a, à bon droit, pu exercer ses compétences légales, telles que fixées par l'article 13, alinéa 4 de la loi du 10 juin 1999 pour fixer une condition d'exploitation de la station d'émission radio en question afin d'éviter de tels dérèglements et dysfonctionnements. Le moyen afférent présenté par les parties demandereses est partant à rejeter pour ne pas être fondé.

En ce qui concerne plus particulièrement la norme litigieuse telle que critiquée par les parties demandereses, il échet de constater tout d'abord que la décision actuellement sous examen constitue la prolongation de l'autorisation émise par le ministre en date du 4 octobre 2007 qui rend applicable, sous le chapitre II « *conditions particulières* » notamment les conditions ITM-CL 179.4. L'article 6 desdites conditions d'exploitation portant sur la « *protection des appareils sensibles* » prévoit à son paragraphe 2 ce qui suit : « *Quant à la compatibilité électromagnétique des appareils et des installations dans les environnements résidentiels, commerciaux et de l'industrie légère, la norme DIN EN 61000-6-1 est à respecter autour des stations émettrices à modulation d'amplitude* ». Il échet encore de relever que c'est l'applicabilité de la norme ainsi visée par ledit article 6.2 qui est critiquée par les parties demandereses.

Suivant les pièces versées par les parties demandereses, non contestées par l'Etat, la norme DIN EN 61000-6-1 est décrite comme suit : « *Elektromagnetische Verträglichkeit (EMV) – Teil 6-1 : Fachgrundnormen – Störfestigkeit für Wohnbereich, Geschäfts- und Gewerbebereiche sowie Kleinbetriebe* », en français « *compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 6 – 1 : Normes génériques – Immunité pour les environnements résidentiels, commerciaux et de l'industrie légère* ». Cette norme vise les « *Geräte (Betriebsmittel, Einrichtungen), von denen angenommen wird, dass sie direkt an das öffentliche Niederspannungs- Stromversorgungsnetz oder an eine besondere Gleichstromversorgung, die*

zur Verbindung des Gerätes (Betriebsmittels, der Einrichtung) mit dem öffentlichen Niederspannungs- Stromversorgungsnetz vorgesehen ist, angeschlossen werden. Diese Norm gilt auch für batteriebetriebene Geräte (Betriebsmittel, Einrichtungen) und für Geräte (Betriebsmittel, Einrichtungen), die durch ein nicht-öffentliches, aber auch nicht-industrielles Niederspannungs- Stromversorgungsnetz versorgt werden, soweit diese für eine Verwendung in den nachfolgend beschriebenen Betriebsarten vorgesehen sind ». Cette norme vise ainsi des appareils du type prévisé utilisé dans les environnements suivants: «Wohnbereich, Geschäfts- und Gewerbebereiche sowie Kleinbetriebe, sowohl innerhalb als auch ausserhalb von Gebäuden », de sorte à inclure les «Wohngebäude/-flächen, z.B. Häuser, Wohnungen, Zimmer (...) Unterhaltungsbetriebe, z.B. Kinos, öffentliche Gaststätten, Tanzlokale (...) ».

L'objectif de la norme litigieuse est décrit comme suit : « Zweck dieser Norm ist es, für die im Anwendungsbereich beschriebenen Geräte (Betriebsmittel, Einrichtungen) Prüfanforderungen zur Störfestigkeit in Bezug auf andauernde und kurzzeitige (impulsförmige) leitungsgeführte und gestrahlte Störgrößen einschließlich der Entladungen statischer Elektrizität festzulegen ». C'est ainsi que l'objectif de la norme est d'assurer une « angemessene Störfestigkeit » des appareils prédécrits, sans toutefois que des cas extrêmes doivent également être couverts.

En ce qui concerne les normes à appliquer suivant certains « Umgebungs-Phänomen », il échet de relever que suivant les tableaux 1 à 4 de la norme européenne en question, suivant le document CENELEC édité en 2007, une norme de 3 V/m doit être respectée pour les catégories 1.3 (elektromagnetisches HF- Feld, amplitudenmoduliert), 2.1 (Hochfrequenz, asymmetrisch), 3.1 (Hochfrequenz, asymmetrisch) et 4.1 (Hochfrequenz, asymmetrisch).

Il se dégage partant des développements et constatations qui précèdent que la norme litigieuse DIN EN 61000-6-1 s'applique non pas à des stations d'émission radio mais exclusivement pour objet d'assurer le fonctionnement d'appareils électriques et électromagnétiques énumérés ci-avant afin qu'ils soient résistants par rapport à une certaine émission d'ondes électromagnétiques. Cette conclusion est confortée par les développements du professeur Langguth dans son rapport précité du 5 novembre 2009, aux pages 17 et 19 – 21. Ceci étant dit, il échet également de retenir qu'au vu de la « Störfestigkeit » des appareils prévus, une installation d'émissions d'ondes radio ne saurait être autorisée qu'à condition que lesdites ondes puissent être supportées par les appareils prédécrits sans que ceux-ci ne soient sujet à des dérèglements ou des dysfonctionnements. En effet, en fixant la norme litigieuse, les régulateurs sont forcément partis du principe que les ondes généralement constatées dans les environnements visés par la norme, tels que prédécrits, ne dépassent pas les 3 V/m. Le ministre, en connaissance de cause de la norme ainsi applicable aux appareils ménagers et électromagnétiques se trouvant notamment dans les maisons d'habitation situées dans les environnements immédiats de la station d'émission radio litigieuse, a été en droit de veiller à ce que les émissions d'ondes radio émises par la station en question ne soient pas telles à dépasser la « Störfestigkeit » des appareils visés par la norme. Ainsi, s'il est vrai que *stricto sensu* cette norme ne saurait être appliquée à une station d'émission radio, puisque d'après la description de la norme, celle-ci ne vise que plus particulièrement des appareils utilisés dans le cadre privé, le ministre a néanmoins pu imposer le respect de cette norme par les parties demanderesse dans le cadre de l'exploitation de leur station d'émission radio à ... afin d'éviter que les appareils visés par la norme ne soient sujet à des dérèglements et dysfonctionnements de nature à porter atteinte à la sécurité du voisinage de la station d'émission radio, et plus particulièrement des habitants des maisons situées dans les alentours de cette station. C'est ainsi qu'aucun reproche ne saurait être adressé au ministre d'avoir

imposé le respect de la norme DIN EN 61000-6-1, étant donné qu'il a valablement pu imposer aux exploitants de la station d'émission radio la compatibilité de leurs émetteurs avec un équipement électrique ou électronique. Une violation du respect du principe de proportionnalité ne saurait pas non plus être retenue, étant donné que les parties demanderesse n'ont pas fait état d'une quelconque alternative possible au respect de ladite norme, de nature à assurer dans toute la mesure du possible un fonctionnement normal des appareils visés par la norme litigieuse. L'éventuel défaut de l'existence de procédés de nature à veiller à un fonctionnement normal des appareils visés par la norme DIN EN 61000-6-1 en cas d'utilisation de la station d'émission radio telle que projetée par les parties demanderesse ne saurait amener le tribunal à conclure à l'illégalité de la condition d'exploitation litigieuse, étant donné que ce ne sont pas les conséquences que l'imposition de ladite norme peuvent avoir sur la situation commerciale ou technique des parties demanderesse qui peuvent justifier que l'exploitation de leur station d'émission radio peut être à l'origine de problèmes de sécurité importants pour les habitants des maisons d'habitation se trouvant dans ses alentours. C'est ainsi que le seul fait que le respect de cette norme aboutisse le cas échéant à la fermeture de la station d'émission radio litigieuse n'est pas non plus de nature à faire conclure à la violation dudit principe de proportionnalité en l'absence de tout autre élément soumis en cause.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le seul moyen dirigé au fond contre la décision litigieuse est à rejeter pour ne pas être fondé, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire droit à la demande tendant à la réformation partielle de cette décision. Le recours est partant à rejeter.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

écarte des débats les mémoires des 25 février 2008 et 16 juin 2008 déposés par l'Etat dans le cadre d'une affaire inscrite sous le numéro 23702 du rôle auprès du tribunal administratif, auxquels le mémoire en réponse déposé dans le cadre de la présente affaire a entendu faire référence ;

se déclare compétent pour connaître du recours en réformation partielle dans la seule mesure où les actes litigieux concernent l'applicabilité de la norme DIN EN 61000-6-1 telle que contenue dans les conditions d'exploitation pour les émetteurs d'ondes électromagnétiques à haute fréquence émises par l'Inspection du Travail et des Mines en date du 10 mai 2006 sous la référence ITM-CL 179.4 ;

déclare le recours en réformation partielle irrecevable dans la mesure où il vise la lettre de mise en demeure du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 30 septembre 2009 ;

le déclare recevable pour le surplus ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours en annulation partielle ;

condamne les parties demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par :

Marc Feyereisen, président
Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Anne Gosset, juge,

et lu à l'audience publique du 12 mai 2011 par le président, en présence du greffier assumé
Sabrina Knebler.

s. Sabrina Knebler

s. Marc Feyereisen

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 12 mai 2011

Le Greffier assumé du Tribunal administratif

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 28778CA

Inscrit le 21 juin 2011

Audience publique du 2 février 2012

**Appel formé par
les sociétés anonymes CLT-UFA S.A., Luxembourg, et
BROADCASTING CENTER EUROPE S.A., Luxembourg,
contre un jugement du tribunal administratif du 12 mai 2011
(n° 26304 du rôle) ayant statué sur leur recours dirigé contre deux actes du
ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière d'établissements classés**

Revu la requête d'appel inscrite sous le numéro 28778C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 21 juin 2011 par Maître Guy LOESCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom des sociétés anonymes CLT-UFA S.A. et BROADCASTING CENTER EUROPE S.A., toutes les deux établies et ayant leur siège social à L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden, dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 12 mai 2011 (n° 26304 du rôle) qui, après avoir écarté des débats les mémoires en réponse des 25 février et 16 juin 2008 déposés par l'Etat dans une autre affaire et visés par référence, s'est déclaré compétent pour connaître du recours principal en réformation partielle dans la seule mesure où les actes litigieux du ministre du Travail et de l'Emploi du 4 octobre 2007 et du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 2 octobre 2009 concernent l'applicabilité de la norme DIN EN 61000-6-1, telle que contenue dans les conditions d'exploitation pour les émetteurs d'ondes électromagnétiques à haute fréquence émises par l'Inspection du Travail et des Mines en date du 10 mai 2006 sous la référence ITM - CL179.4, tout en déclarant le recours en réformation partielle irrecevable dans la mesure où il vise la lettre de mise en demeure du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 30 septembre 2009, pour déclarer le recours en réformation dans ces limites recevable mais non fondé, tout en disant qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation partielle et en condamnant les parties demandereses aux frais ;

Vu l'arrêt du 24 novembre 2011, ayant instauré au fond, avant tout autre progrès en cause, l'audition du Prof. Dr. Rer. Nat. Wolfgang LANGGUTH essentiellement sur les aspects techniques de la question de l'applicabilité de la norme DIN EN 61000-6-1 et plus particulièrement sur la relation existant entre la norme de 3 V/m imposée par rapport aux appareils électriques et électroniques dans les alentours directes de la station d'émission radio et la valeur afférente correspondante au niveau des émissions autorisées à partir de la station elle-même ;

Vu l'audition du Prof. Dr. Rer. Nat. Wolfgang LANGGUTH en la chambre du conseil de la Cour le 15 décembre 2011, en présence des représentants des parties et de leurs mandataires, audition à l'issue de laquelle l'affaire a été reprise en délibéré.

Revu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris.

Les antécédents de l'affaire se dégagent de l'arrêt du 24 novembre 2011, ayant déclaré recevable l'appel formé par les sociétés CLT-UFA S.A. et BROADCASTING CENTER EUROPE S.A., ci-après « BCE S.A. », contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 12 mai 2011 ayant déclaré non fondé le recours en réformation partielle de la décision du ministre du Travail et de l'Emploi du 4 octobre 2007 et de celle du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 2 octobre 2009 concernant la seule question de l'applicabilité de la norme DIN EN 61000-6-1, telle que contenue dans les conditions d'exploitation pour les émetteurs d'ondes électromagnétiques à haute fréquence émises par l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) en date du 10 mai 2006 sous la référence ITM - CL179.4, tout en déclarant qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation partielle. A cet escient, la Cour a retenu que dans la mesure où la décision ministérielle critiquée du 22 octobre 2009 avait expirée le 3 octobre 2011, le recours n'en était pas devenu sans objet en précisant que si certes la juridiction administrative saisie n'avait plus la possibilité de réformer ladite décision ministérielle, du fait de l'expiration intervenue quant à ses effets, elle restait cependant appelée à en vérifier sa légalité et à prononcer, le cas échéant, l'annulation de tel élément dégagé en ce sens devant elle.

Au fond, et avant tout autre progrès en cause, la Cour a ordonné l'audition, en présence des parties et de leurs mandataires, du Prof. Dr. Rer. Nat. Wolfgang LANGGUTH, Fachbereich Elektrotechnik und EMV Labor ; Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes ; en disant que l'audition portera essentiellement sur les aspects techniques de la question de l'applicabilité de la norme DIN EN 61000-6-1 et plus particulièrement sur la relation existant entre la norme de 3 V/m imposée par rapport aux appareils électriques et électroniques dans les alentours directes de la station d'émission radio et la valeur afférente correspondante au niveau des émissions autorisées à partir de la station elle-même.

L'audition du Prof. Dr. Rer. Nat. Wolfgang LANGGUTH a eu lieu en date du 15 décembre 2011, en présence des représentants des parties et de leurs mandataires. A son issue, l'affaire a été reprise en délibéré.

Sur base de l'ensemble des éléments du dossier, y compris les antécédents de l'affaire et l'audition du Prof. Dr. Rer. Nat. Wolfgang LANGGUTH, en continuité de son rapport d'expertise déposé le 5 novembre 2009 dans le cadre de l'affaire antérieure inscrite sous le numéro 23702 du rôle devant le tribunal et ayant abouti au jugement du 20 mai 2010 (numéro 23702a), jugement entre-temps devenu définitif dans la mesure où l'appel y relativement interjeté, a été déclaré caduc par arrêt de la Cour du 14 décembre 2010 (27061C du rôle), la Cour vient à la conclusion que les deux affirmations énoncées par le tribunal dans le jugement dont appel, à savoir, d'un côté, que la norme DIN EN 61000-6-1 ne s'applique pas à des stations d'émission radio, et, d'un autre côté, le fait de néanmoins imposer à travers la décision ministérielle critiquée du 2 octobre 2009 la même norme, via le renvoi y fait par les conditions d'exploitation pour les émetteurs d'ondes électromagnétiques à hautes fréquences émises par l'Inspection du Travail et des Mines en date du 10 mai 2006 sous la

référence ITM – CL 179.4, manquent de cohérence en ce que ces deux affirmations se trouvent être incompatibles entre elles.

D'un côté, la Cour suit le tribunal en ses conclusions, déjà énoncées dans le jugement précité du 20 mai 2010 en ce qu'il découle des directives de 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité, ci-après « *la directive R&TTE* », et de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE, ci-après « *la directive 2004/108/CE* », ensemble la décision 2000/299/CE de la Commission du 6 avril 2000 établissant la classification initiale des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications ainsi que des identificateurs associés, ci-après « *la décision 2000/299/CE* », qu'au niveau européen, la station d'émission radio de Marnach est à considérer comme appartenant à la catégorie d'équipement I, à laquelle les textes relatifs à la compatibilité électromagnétique au niveau européen, à savoir notamment la directive R&TTE et la directive 2004/108/CE, ne sont pas applicables, de sorte que ces équipements peuvent être installés et exploités dans les Etats membres de l'Union européenne sans restrictions. D'après les déclarations du consultant corroborées par les énonciations de son rapport d'expertise précité, cette liberté d'installation et d'exploitation s'impose si, étant donné qu'au cas contraire des émissions à partir des stations radios en question se trouvent contrecarrées à la base même. Ainsi, le consultant a explicité de manière claire et précise qu'appliquer à travers le point 6.2 des conditions d'exploitation portant la référence ITM – CL 179.4 du 10 mai 2006 telles que prévues par la décision ministérielle critiquée, la norme DIN EN 61000-6-1, c'est-à-dire concrètement la valeur limitée d'émission de 3 V/m y prévue, aux stations d'émission radio elles-mêmes, reviendrait à reléguer la station d'émission de Marnach à un « *Kirchturmsender* ». Le tribunal avait pourtant entrevu clairement ces conséquences de la réglementation européenne en retenant dans son jugement précité du 20 mai 2010 que d'un point de vue européen les exigences techniques découlant de la publication ITM – CL.179.4 et partant de la norme DIN EN 61000-6-1 relative à la compatibilité électromagnétique et imposant une valeur limite d'émission de 3 V/m ne sont pas applicables aux équipements de la catégorie I, c'est-à-dire aux stations d'émission, tel que l'avait également énoncé le rapport d'expertise LANGGUTH. En conséquence, le tribunal avait encore retenu à bon escient qu'à la lecture dudit rapport d'expertise, la valeur limite d'émission de 3 V/m en question n'était imposée, suivant les textes communautaires, qu'aux appareils électriques et non point aux stations d'émission et qu'il paraissait peu réalisable de conformer les stations d'émission radio aux exigences de la norme DIN EN 61000-6-1 en question.

C'est dès lors de manière d'autant moins compréhensible qu'à travers le jugement dont appel, le tribunal est venu appliquer à la station d'émission radio de Marnach, présentement en cause, ladite norme DIN EN 61000-6-1 telle que rendue applicable au niveau de la décision ministérielle critiquée à travers les conditions d'exploitation y énoncées sous la référence ITM – CL.179.4.

Eu égard à l'ensemble des explications fournies en cause et à la situation juridique ci-avant démarquée, à la suite également du jugement du tribunal précité du 20 mai 2010, la Cour estime qu'il s'agit en l'occurrence de 2 sphères différentes et que la norme DIN EN 61000-6-1 concerne la seule « *Störfestigkeit* » des appareils électriques et autres y visés et qu'elle est de nature à s'adresser d'abord aux fabricants de pareils appareils, puis, dans un

second stade et le cas échéant aux utilisateurs afférents, dans les relations avec leurs vendeurs et fournisseurs respectifs.

En conclusion, par réformation du jugement entrepris, il y a lieu d'annuler ponctuellement la décision ministérielle critiquée du 2 octobre 2009 dans la mesure où la norme DIN EN 61000-6-1, à travers le point 6.2. des conditions d'exploitation ITM – CL 179.4, est directement rendue applicable à la station d'émission radio autorisée à travers l'arrêté ministériel en question. Dans la mesure, où l'arrêté de prolongation d'autorisation du 30 septembre 2011 est tout simplement venu prolonger les effets de l'autorisation d'exploitation litigieuse du 2 octobre 2009 jusqu'au 30 décembre 2014, l'annulation ponctuelle ci-avant prononcée s'impose implicitement mais nécessairement au niveau de l'arrêté ministériel actuellement en vigueur.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

vidant l'arrêt du 24 novembre 2011 ;

au fond, déclare l'appel justifié ;

partant, par réformation du jugement entrepris, annule le point 6.2 des conditions d'exploitation ITM - CL 179.4 en ce qu'il rend la norme DIN EN 61000-6-1 applicable à la station émettrice radio autorisée à travers l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009 litigieux ;

confirme le jugement entrepris pour le surplus ;

condamne l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg aux dépens des deux instances.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, vice-président,

Serge SCHROEDER, conseiller,

Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original.

Luxembourg, le 2 février 2012

Le greffier en chef de la Cour administrative

